



Conseil économique et social

Distr. générale
16 janvier 2003
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-septième session

3-14 mars 2003

Point 3 c) i) et ii) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives : participation et accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin; droits fondamentaux de la femme et élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles conformément au Programme d'action de Beijing et aux textes adoptés à l'issue de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Déclaration présentée par Zonta International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social; et par l'American Psychological Association, la Coalition contre la traite des femmes, l'Association internationale des écoles de service social, la Society for the Psychological Study of Social Issues et la Fédération mondiale pour la santé mentale, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

* E/CN.6/2003/1.



Nous, membres du Comité des organisations non gouvernementales sur la santé mentale, organisations non gouvernementales internationales et nationales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, souscrivons avec enthousiasme à l'examen des deux questions thématiques inscrites à l'ordre du jour de la quarante-septième session (2003) de la Commission de la condition de la femme, à savoir : 1) participation et accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin; 2) droits fondamentaux de la femme et élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles conformément au Programme d'action de Beijing et aux textes adoptés à l'issue de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle ».

Le Comité des organisations non gouvernementales sur la santé mentale a pour mission de promouvoir le bien-être psychologique et social des personnes, l'amélioration des services de santé mentale, la mobilisation en faveur de la prévention des maladies mentales et l'éducation dans ce domaine. Le Comité coopère avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pour veiller à ce que les questions relatives à la santé mentale soient englobées dans l'examen de thèmes plus vastes : populations vulnérables, droits de l'homme, pauvreté, violence, environnement, paix et prospérité.

Le fait que, dans le monde, les femmes sont plus exposées, essentiellement en raison du statut inférieur qui est le leur et de la discrimination constante et des pratiques traditionnelles préjudiciables dont elles sont victimes, qui institutionnalisent leur oppression, justifie que l'on aborde les thèmes de la santé mentale et des droits de l'homme en tenant compte des sexospécificités.

Quelle que soit la forme qu'elle revêt ou le cadre – public ou privé – dans lequel elle se manifeste, la violence à l'égard des femmes est depuis longtemps la manifestation dramatique d'un déni de droits fondamentaux qui fait obstacle au développement et au bien-être véritables des individus.

Les médias renforcent les stéréotypes discriminatoires en ravalant la femme au rang d'objet et en présentant la violence sous un jour sensationnel et érotique qui la banalise et la rend légitime. Nous appelons les médias à utiliser de façon plus responsable et plus équitable l'immense influence qu'ils ont sur les esprits en éduquant le public et en lui faisant prendre conscience du fait qu'un traitement équitable des hommes et des femmes est indispensable au respect des droits de l'homme, au développement humain et à la bonne santé mentale des populations.

Nous appuyons l'action menée par l'Organisation des Nations Unies, ses États Membres, cette importante Commission et les organisations non gouvernementales, et nous leur demandons d'encourager la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour améliorer la condition de la femme et donner aux femmes la possibilité de s'épanouir pleinement, comme elles y ont droit.